

# MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

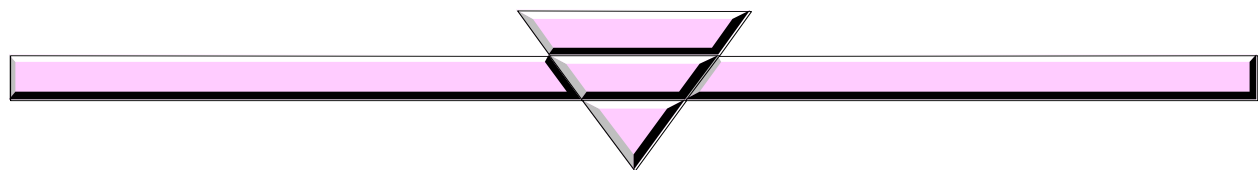
Commune de PEYROLLES

Mairie

ARBOUS

30124 PEYROLLES

Tél: 04 66 85 13 01



**REALISATION DES TRAVAUX NECESSAIRES AU SDAEP :  
REMISE A LA COTE DES ACCESSOIRES, MANIPULATION,  
FOURNITURE ET POSE D'APPAREILS DE MESURE ET DE  
VANNES DE SECTIONNEMENT**

Date et heure limites de réception des offres

6 juin 2017 à 16 heures

## **Règlement de la Consultation**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
2.6 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>6</b>
3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	6
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	6
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	6
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>7</b>
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	7
5.2 – VARIANTES (UNIQUEMENT VALABLE POUR LE LOT N°1)	8
5.3 - USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	8
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>10</b>
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	10
7.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>10</b>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
8.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	11
<b>ARTICLE 9 : ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION</b>	<b>11</b>
9.1 - CONTENU DES DOSSIERS TECHNIQUES DE PRESENTATION DES OFFRES	11

## **Article premier : Objet et étendue de la consultation**

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Réalisation des travaux nécessaires au SDAEP : Remise à la côte des accessoires, manipulation, fourniture et pose d'appareils de mesure et de vannes de sectionnement**

**Lieu(x) d'exécution :** Commune de Peyrolles

### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux ne sont **pas allotis**.

Les travaux comprennent :

- **Tranche ferme**
  - ✓ Fourniture et pose d'appareils de débits, équipable et pouvant être reliés à une télésurveillance
  - ✓ Remise à la côte des différents accessoires
  - ✓ Manipulation et vérification du bon fonctionnement des accessoires
- **Tranches optionnelles**
  - ✓ Tranche optionnelle 1 : Fourniture et pose de la vanne n°2
  - ✓ Tranche optionnelle 2 : Fourniture et pose de la vanne n°9
  - ✓ Tranche optionnelle 3 : Fourniture et pose de la vanne n°14
  - ✓ Tranche optionnelle 4 : Fourniture et pose de la vanne n°17
  - ✓ Tranche optionnelle 5 : Fourniture et pose de la vanne n°18
  - ✓ Tranche optionnelle 6 : Fourniture et pose de la vanne n°20
  - ✓ Tranche optionnelle 7 : Fourniture et pose de la vanne n°21
  - ✓ Tranche optionnelle 8 : Fourniture et pose de la vanne n°33

### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un **groupement conjoint avec mandataire solidaire**. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Ouvrages annexes pour canalisations d'eau (45232100-3)	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau (45232150-8)

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.

A titre indicatif les travaux débiteront vers le : **juin 2017**

### 2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

#### 2.2.1 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Aucune variante n'est autorisée.

#### 2.2.2 - Prestations supplémentaires ou alternatives

- Tranches optionnelles
  - ✓ Tranche optionnelle 1 : Fourniture et pose de la vanne n°2
  - ✓ Tranche optionnelle 2 : Fourniture et pose de la vanne n°9
  - ✓ Tranche optionnelle 3 : Fourniture et pose de la vanne n°14
  - ✓ Tranche optionnelle 4 : Fourniture et pose de la vanne n°17
  - ✓ Tranche optionnelle 5 : Fourniture et pose de la vanne n°18
  - ✓ Tranche optionnelle 6 : Fourniture et pose de la vanne n°20
  - ✓ Tranche optionnelle 7 : Fourniture et pose de la vanne n°21
  - ✓ Tranche optionnelle 8 : Fourniture et pose de la vanne n°33

L'exécution de chacune des tranches optionnelles sera subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire par ordre de service.

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : **subventions et budget de la collectivité**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

#### 2.6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

## **Article 3 : Les intervenants**

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**ENTECH Ingénieurs Conseils**  
**Parc scientifique**  
**et environnemental**  
**BP 118**  
**34140 Mèze**

Le maître d'œuvre est : **M Copin, Directeur**

La mission du maître d'œuvre est **une mission témoin** AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR

### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

### 3.3 - Contrôle technique

Sans objet.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

#### 3.4.1 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises seront tenues de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

## **Article 4 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- **Le règlement de la consultation (R.C.)**
- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes**
- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés**
- **Le Bordereau des Prix Unitaires**
- **Le détail estimatif**
- **Les demandes de renseignement (DT)**

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat en mairie.

**Le pouvoir adjudicateur** se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **11** jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### **Pièces de la candidature :**

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Renseignements relatifs à la nationalité du candidat pour les contrats passés dans le domaine de la défense ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par [le pouvoir adjudicateur](#). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

A noter que chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, [le pouvoir adjudicateur](#) peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours.

### **Pièces de l'offre :**

Un projet [de marché](#) comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le détail estimatif
- Les retours des concessionnaires des demandes de renseignements (D.T.)
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat
- Planning détaillé

**Le candidat pourra remettre une lettre d'acceptation, datée et signée, des pièces de la consultation suivantes : CCAP, CCTP. A ce titre le candidat n'est pas tenu de joindre à son enveloppe ces pièces.**

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

### **NOTA :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au [cahier des clauses administratives particulières](#), ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **5.2 –Variantes (uniquement valable pour le lot n°1)**

Aucune variante n'est autorisée.

### **5.3 - Usage de matériaux de type nouveau**

Sans objet.



## **Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

**Garanties et capacités techniques et financières**  
**Capacités professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Prix des prestations	40 %
2-Valeur technique	60 %

### **1) Prix des Prestations** (40 % de la note) :

Par application de la formule suivante :

- Note de l'entreprise A = (prix de l'offre la moins disante/prix de l'offre A)\*100
- Notation sur 100 points et pondérée à 40%.

### **2) Valeur technique de l'offre :**

Notée sur 100 points et représentant 60 % de la note finale et réparti comme suit

- Organisation et gestion du chantier / 15 points
- Le descriptif des modes opératoires /60 points
- Les matériaux et équipements mis en œuvre /15 points
- Planning détaillé en semaine par poste d'exécution/ 10 points

*Ce critère sera apprécié au regard de la qualité des réponses apportées par le candidat dans son mémoire technique dont le contenu est détaillé en annexe au présent règlement de la consultation.*

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

*L'attribution du marché pourra être précédée d'une négociation*

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations *de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016*. Le délai imparti par *le pouvoir adjudicateur* pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

### 7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**Réalisation des travaux nécessaires au SDAEP : Remise à la côte des accessoires, manipulation, fourniture et pose d'appareils de mesure et de vannes de sectionnement**

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Commune de PEYROLLES  
Mairie  
ARBOUS  
30124 PEYROLLES  
Tél: 04 66 85 13 01**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Le pli précité doit contenir deux enveloppes également cachetées et portant le nom du candidat ainsi que, respectivement, les mentions « **Première enveloppe intérieure** » et « **Seconde enveloppe intérieure** ». Le contenu des enveloppes est défini au présent document.

### 7.2 – Transmission électronique

Aucune transmission électronique n'est autorisée pour cette consultation.

## Article 8 : Renseignements complémentaires

### 8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

**Renseignement(s) administratif(s) :**

**Commune de Peyrolles  
Mairie  
Arbous  
30124 PEYROLLES  
Tél : 04 66 85 13 01  
M. le maire, M. Abou**

**Renseignement(s) technique(s) :**

**ENTECH Ingénieurs Conseils  
Parc Scientifique Environnemental  
BP118  
34140 MEZE  
Tél: 04 67 51 89 15  
Mme Elodie Pioch**

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 10 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

#### 8.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

#### 8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

La visite sur site est conseillée. Dans le cadre de l'organisation des visites, le candidat se rapprochera du maître d'ouvrage pour avoir accès au site.

### **Article 9 : Annexe 1 au Règlement de la Consultation**

#### 9.1 - Contenu des dossiers techniques de présentation des offres

Le candidat remet un dossier technique justificatif des dispositions qu'il se propose d'adopter et dont le contenu s'inspirera des chapitres et sous chapitres suivants :

- **Organisation et gestion du chantier / 15 points**

- Schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (SOPAQ), hygiène et sécurité du personnel, gestion des déchets (SOSED)
- Sous-traitance envisagée
- Répartition des tâches entre membres d'un groupement et sous-traitant
- Moyens humains affectés à la préparation, supervision et exécution du chantier
- Moyens matériels
- Gestion de la continuité de service
- Accès et installation de chantier

- **Descriptif des modes opératoires / 60 points**

- Modalités et moyens pour la gestion des accès, approvisionnements, évacuation des déblais
- Modalités et moyens d'exécution des terrassements
- Modalités et moyens de mise en œuvre des équipements de mesures
- Modalités de mise en œuvre de la télésurveillance
- Modalités de mise en œuvre des vannes de sectionnement
- Contrôles internes à l'entreprise
- Modalités d'intervention sur conduites en amiante ciment

- **Matériaux et équipement mis en œuvre / 15 points**

- Indications concernant la provenance, la qualité des matériaux et les équipements
- Fiches techniques des principaux matériaux mis en avant par l'entrepreneur

- **Planning détaillé en semaine par poste d'exécution / 10 points**

- Planning prévisionnel d'exécution et phasage du chantier